

[Print](#)

L'Ukraine : une bombe géopolitique à retardement

De [Jean Geronimo](#)

Global Research, février 09, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/lukraine-une-bombe-geopolitique-a-retardement/5430435>

*Docteur en économie, enseignant à l'Université Pierre Mendès France à Grenoble, chercheur indépendant spécialiste des questions économiques et géostratégiques russes, **Jean Geronimo** est l'auteur de *La pensée stratégique russe et s'apprête à publier un nouvel ouvrage sur l'Ukraine. Il propose ici une analyse structurelle de la crise ukrainienne... loin des discours dominants.* ([Angelique Schaller](#), lamarseillaise.com)*

La bataille d'Ukraine se présente comme un enjeu géopolitique majeur entre les deux superpuissances de la Guerre froide, dans le cadre d'une partie stratégique jouée sur l'Echiquier eurasien et activant les Etats-pivots de la région comme des pions internes à cette partie.

Le contrôle de l'Ukraine, perçue par les deux adversaires comme un Etat clé de cet Echiquier, s'inscrit dans la poursuite d'un double objectif tenant d'une part, à l'extension des zones d'influence idéologique et d'autre part, à la conquête du [leadership](#) politique en Eurasie post-communiste. Associée à sa capacité de nuisance sur les grands acteurs de la région, la nature stratégique de l'Ukraine sur les plans politique (au cœur des grandes alliances) et énergétique (au cœur du trajet des tubes), explique son rôle fondamental dans [la ligne anti-russe de Z. Brzezinski](#) reprise par l'administration Obama.

La cooptation de l'Ukraine – [définie par E. Todd comme une « périphérie russe »](#) – permettrait, en effet, de briser la pierre angulaire de la stratégie eurasienne de reconstruction de la puissance conduite par Moscou depuis la fin des années 90. Cette reconstruction russe s'opère sur la base du recouvrement de sa domination régionale et sera concrétisée, en 2015, par l'émergence de l'Union économique eurasiatique. Au final, cette configuration justifie, selon la terminologie de Brzezinski, le statut de « pivot géopolitique » de l'Ukraine à la source du conflit actuel – issu d'un véritable coup d'Etat, selon J. Sapir.

Un coup d'Etat national-libéral, manipulé

Dans ce cadre, le coup d'Etat préalable au contrôle d'une république majeure de l'ex-URSS a justifié une stratégie manipulatoire axée sur la désinformation continue en vue du formatage de l'opinion publique internationale et, surtout, l'amorce d'un processus « révolutionnaire » – inspiré du modèle syrien, dans sa phase initiale. L'objectif de ce processus a été de précipiter [la chute du président en place, Victor Ianoukovitch](#), en lui donnant un habillage légitime confirmé par le blanc-seing occidental. En cela, ce coup d'Etat national-libéral – acté le 22 février 2014 – s'insère dans la logique des scénarios « colorés » de la décennie 2000, construits par l'Occident dans l'espace post-soviétique à partir de relais locaux et d'ONG « démocratiques » s'appuyant sur de puissants réseaux politiques, liés aux élites oligarchiques et aux principaux opposants aux pouvoirs pro-russes en place.

A l'époque, ces « événements » ont été interprétés par le Kremlin comme des signaux d'une offensive plus globale qui ciblera, à terme, la Russie – et dont les prémisses, via l'ingérence occidentale, ont été observées lors des dernières élections russes (présidentielles) de mars 2012. Selon une inquiétante certitude et en dépit de l'absence de preuves réelles, l'ONG Golos à financement américain (!) a alors accusé Vladimir Poutine de « fraudes électorales massives ». L'objectif de Golos était d'alimenter le mécontentement de la rue pour, in fine, créer – en vain – une effervescence « révolutionnaire » à visée déstabilisatrice, contre le nouveau « tsar rouge ». Comme une redondance médiatique, routinière et manipulatrice – observée, un peu plus tard, lors du Maïdan.

Cette vision russe « complotiste » est parfaitement résumée par [H. Carrère d'Encasse dans son livre de](#)

2011, « [La Russie entre deux mondes](#) ». Elle rappelle que pour Poutine, c'est alors une « vaste entreprise de déstabilisation de la Russie qui se dessine, dans laquelle des Etats étrangers et des organisations de tous types de l'OSCE à diverses ONG, sont associés pour l'affaiblir ». Issues de technologies politiques occidentales visant, à terme, à éroder l'influence de l'ancienne superpuissance dans sa périphérie post-soviétique, ces « révolutions de couleur » ont montré leur redoutable efficacité à travers l'élimination des dirigeants pro-russes – en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizstan. Ce faisant, on a alors assisté à l'émergence d'une nouvelle idéologie implicite, la Démocratie libérale, utilisée comme levier légal d'ingérence dans la vie politique interne des Etats ciblés. Ce levier est considéré par V. Poutine comme un élément essentiel du nouveau soft power occidental de déstabilisation des régimes « ennemis » et, par ce biais, comme une menace potentielle contre son propre pouvoir.

Etrangement, comme l'a rappelé J.M. Chauvier, cette même Démocratie a fermé les yeux sur le rôle décisif des courants extrémiste et nationaliste, proches des idéologies néo-nazies, dans le basculement et la réussite finale du processus « révolutionnaire » de l'Euromaïdan, précipitée par de mystérieux snipers. Catalysée par sa haine du russe et de l'idéologie communiste, ce réveil en Ukraine de la pensée ultranationaliste d'inspiration néo-nazie s'inscrit dans une évolution plus générale à l'échelle de l'Europe, observée avec justesse par [A. Gratchev, dernier porte-parole et conseiller du président de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev](#).

Dans son livre de 2014 « Le passé de la Russie est imprévisible », Gratchev affirme que cette « montée de la popularité des nationalistes, de l'extrême droite et des néo-fascistes (...) » démontre les limites et, en définitive, l'échec de notre système démocratique : « Il est de plus en plus évident que le mécanisme bien rodé de la démocratie (...) commence à se bloquer ». Un constat amer au fondement, déjà, de la Perestroïka de Gorbatchev – et qui interroge sur la nature réelle de la « révolution » kiévienne.

Les nouvelles menaces révolutionnaires, « colorées »

Dans ce contexte géopolitique sensible, les « révolutions de couleur » sont considérées comme des menaces majeures pour la stabilité des Etats supposés a-démocratiques de la zone post-soviétique – en particulier, pour la Russie de Poutine structurellement visée et qui redoute un « scénario ukrainien ». L'universalisation de la Démocratie dans le monde, par le soft power – ou la force s'il le faut –, semble faire aujourd'hui partie des « intérêts nationaux » des Etats-Unis et de leur fonction régulatrice prioritaire en tant que superpuissance unique légitimée par l'histoire. Ce postulat scientifiquement (très) douteux a été proclamé en 2000, avec une euphorie condescendante, par l'ancienne secrétaire d'Etat de George W. Bush, Condoleezza Rice, convaincue de la fonction messianique de son pays : « C'est le travail des Etats-Unis de changer le monde. La construction d'Etats démocratiques est maintenant une composante importante de nos intérêts nationaux. » Comme une forme d'autolégitimation néo-impériale, au nom – bien sûr – des idéaux démocratiques, constitutifs d'une idéologie globale à visée expansionniste. Troublant.

Face à ces nouvelles menaces « colorées », les Etats membres des structures politico-militaires de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) et de l'Organisation de coopération de Shangai (OCS) ont décidé, sous l'impulsion de la Russie, de coordonner leurs efforts en vue de définir une stratégie commune préventive. L'objectif déclaré est de mutualiser, à l'échelle régionale, différents moyens pour neutraliser cette nouvelle arme politique désormais privilégiée par l'Occident et s'appuyant, de plus en plus, sur des coups d'Etat habilement construits. En d'autres termes, il s'agit d'ouvrir un front commun eurasien face aux futures « révolutions » national-libérales. De manière indéniable, l'imbroglio ukrainien a favorisé cette prise de conscience politique et, en conséquence, justifié le leadership sécuritaire de la Russie dans sa zone d'intérêt prioritaire, la Communauté des Etats indépendants (CEI) – tout en y accélérant les processus d'intégration régionale. Pour Washington, un effet pervers non programmé – une maladresse stratégique.

Toutefois, certains effets post-révolutionnaires sont désastreux pour la Russie. Un premier effet géopolitique de la « révolution » kiévienne est l'extension de la sphère euro-atlantique à l'ex-URSS traduisant, de facto, la poursuite du recul russe dans son Etranger proche – considéré par sa doctrine stratégique comme une menace pour ses intérêts nationaux. Un second effet plus psychologique de cette curieuse « révolution » est d'alimenter la peur russe devant la progression irresponsable des infrastructures d'une OTAN surarmée à proximité de ses frontières – qui, à terme, posera la question politiquement délicate du bouclier anti-missiles américain. En raison de cette montée accélérée des menaces, on assiste aujourd'hui en Russie au retour du « syndrome de la citadelle assiégée », ressuscité des abîmes idéologiques de la Guerre froide. Pour la Russie, contrainte de réagir, la crise ukrainienne laissera des traces indélébiles dans sa mémoire stratégique et, au-delà, dans sa vision de l'Occident. De ce point de vue, Maïdan exprime une rupture géopolitique – radicale.

La réaction défensive russe, via l'axe eurasien

Portée par la propagande médiatique sur la « menace russe » et illustrée par l'escalade des sanctions, la stratégie anti-russe de l'axe euro-atlantique a d'une part, accéléré l'inflexion asiatique de la politique russe et d'autre part, favorisé la montée en puissance de l'axe eurasien sous leadership sino-russe – nouveau contre-

pouvoir géopolitique à l'hégémonie américaine. Sur longue période, cette hostilité occidentale va inciter le gouvernement russe à autonomiser son développement – reflexe soviétique – pour réduire sa dépendance extérieure.

Dans le prisme soviéto-russe, cette dépendance économique est perçue comme une faiblesse politique, au sens où les adversaires potentiels l'utilisent comme une opportunité stratégique : renforcer la pression sur Moscou, en l'isolant davantage sur le plan commercial, via un embargo sélectif touchant les technologies sensibles. L'objectif ultime de cet embargo est de freiner le développement de la Russie et, par ce biais, le renforcement de sa puissance militaire – comme au bon vieux temps de la lutte anti-communiste. Cette configuration négative a été aggravée par la chute du rouble consécutive au triple impact des sanctions, de la fuite des capitaux et de l'effondrement du prix du pétrole manipulé par Washington – dans l'optique de déstabiliser V. Poutine, via l'amorce d'une récession économique nourrissant la contestation populaire, potentiellement « révolutionnaire ». Tous les coups sont permis, sur le Grand échiquier.

Dans la perception stratégique russe et, dans la mesure où Moscou est stigmatisée comme « l'ennemi de l'Occident », héritier de l'axe du mal, la crise ukrainienne montre le maintien d'un esprit de Guerre froide. En réalité, cette guerre latente n'a jamais cessé, en dépit de la brève lune de miel américano-russe observée après le drame du 11 septembre 2001 – suite à la main tendue de V. Poutine à G.W. Bush et à sa volonté de coopérer dans la lutte anti-terroristes. L'attitude menaçante et provocante de l'Occident dans la gestion de cette crise, très vite transformée en diatribe anti-Poutine, a conduit à la renaissance politique de l'OTAN – tout en légitimant son extension – et, en définitive, obligé Moscou à infléchir sa ligne stratégique. Un sous-produit géopolitique de l'Euromaïdan.

Après la provocation otanienne, l'inflexion doctrinale russe

Par la voix du chef de sa diplomatie, Sergueï Lavrov, la Russie a vivement réagi et condamné cette regrettable erreur, le 27 septembre 2014 : « Je considère comme une erreur l'élargissement de l'Alliance. C'est même une provocation (...) ». En conséquence, en vue d'intégrer ces « nouvelles menaces », l'administration russe a programmé un durcissement radical de sa doctrine militaire, dans un sens plus anti-occidental – ce que Moscou appelle une « réponse adéquate ». Dans l'optique de rendre possible cette inflexion doctrinale, et parce que « (...) la Russie a besoin de forces armées puissantes capables de relever les défis actuels », une hausse très importante (d'un tiers) des dépenses militaires russes est prévue en 2015, selon le projet de loi budgétaire. De facto, c'est bien l'idée d'un rééquilibrage géostratégique qui se joue au cœur du conflit ukrainien et, par ricochet, au cœur de l'Eurasie post-communiste. Avec, comme ultime conséquence, l'émergence d'un conflit gelé – potentiellement déstabilisateur pour la région.

Au final, dans le cadre de la crise ukrainienne et en dépit des accords de Minsk du 5 septembre, l'exacerbation de l'opposition américano-russe alimente une forme rénovée de la Guerre froide, la Guerre tiède, structurée à partir d'une bipolarisation idéologique renaissante. Désormais, cette dernière est nourrie par la contagion mondiale des « révolutions » national-libérales guidées, de l'Étranger, par la conscience démocratique de la docte Amérique – au nom de sa légitimité historique, ancrée dans sa victoire finale contre le communisme.

Dans son discours annuel – très offensif – du 4 décembre 2014, devant le parlement russe, Poutine a dénoncé cette dangereuse dérive dont une conséquence inquiétante est d'accélérer la montée des idéologies néo-nazies dans l'espace post-soviétique, notamment en Ukraine. Le 29 janvier 2015, Mikhaïl Gorbatchev a reconnu que l'irresponsabilité de la stratégie américaine avait entraîné la Russie dans une « nouvelle Guerre froide ». Terrible aveu.

Dans ses implications stratégiques, la fausse révolution du Maïdan est donc une véritable bombe – géopolitique – à retardement.

Jean Geronimo

Copyright © 2015 Global Research